Conclusions du Conseil européen (25 et 26 mars 2010)

2009/2691(RSP) - 07/04/2010

Le Président du Conseil européen, Herman Van Rompuy, a présenté aux députés européens les résultats du dernier sommet européen des 25 et 26 mars 2010 qui a tenté d'apporter des réponses aux turbulences que traverse la zone euro, et notamment à la situation de la Grèce en proie à de graves difficultés budgétaires. Les chefs d'Etat et de gouvernement se sont prononcés en faveur d'aides bilatérales et de prêts du Fonds monétaire international (FMI).

Herman Van Rompuy s'est réjoui du fait que les divergences de points de vue des Etats membres aient été surmontées, et que l'Union ait démontré sa capacité à dégager des compromis.

Les députés se sont montrés critiques face aux résultats du sommet, pointant du doigt une réponse pas assez européenne, un appel au FMI ou encore une tentative d'empiéter sur la souveraineté des États membres.

Regrettant l'absence de réaction forte et concrète, les représentants du groupe **S&D** ont estimé que le recours au FMI revenait à abandonner toute politique européenne commune et à favoriser une approche technocratique. Ils ont été rejoints par les **Verts** pour qui le seul point positif du sommet a été de mettre fin au désaccord entre la France et l'Allemagne.

Le groupe du **PPE** s'est montré circonspect face aux promesses de renforcement des structures de gouvernance économique, tout en estimant que la solidarité devait aller dans les deux sens, la Grèce devant elle aussi faire des économies budgétaires.

Le chef de file du groupe **ALDE** a émis des doutes sur le mécanisme proposé par les chefs d'Etat et de gouvernement, tout en regrettant l'absence de solution réellement européenne et le recours à des mesures bilatérales. Il a été rejoint sur ce point par le représentant du groupe **GUE/NGL**. Ce dernier a fustigé le pouvoir accordé aux banques et aux marchés financiers de décider de la façon dont les États doivent dépenser l'argent du contribuable.

Á l'autre bout de l'échiquier, les représentants des groupes **ECR et EFD** (eurosceptiques) ont rejeté en bloc toute tentative de chercher une solution européenne, prédisant l'échec d'un hypothétique gouvernement économique.